

DANS CE
NUMÉRO :

Élections 2
Européennes :
vers un nouveau
mai 2005 ?

Le nouveau 3
pêché de
l'Église

Islamic banking 4

La doctrine 5
sociale de
l'Église et la
moralisation du
capitalisme

Des jeunes 6
Arméniens en
Vendée

Biofuels issues 7

Éditorial

Le bulletin « Synopsis » témoigne de la vitalité des étudiants de Sciences politiques de l'ICES.

Ce n'en est pas la seule preuve. Sous l'impulsion de l'un des leurs, ils publient chaque semaine une revue de presse très pertinente et l'association « Politeia », fondée par leurs prédécesseurs contribue à faire connaître l'Institut Thomas More qui est le nouveau nom du département de Sciences politiques de l'ICES.

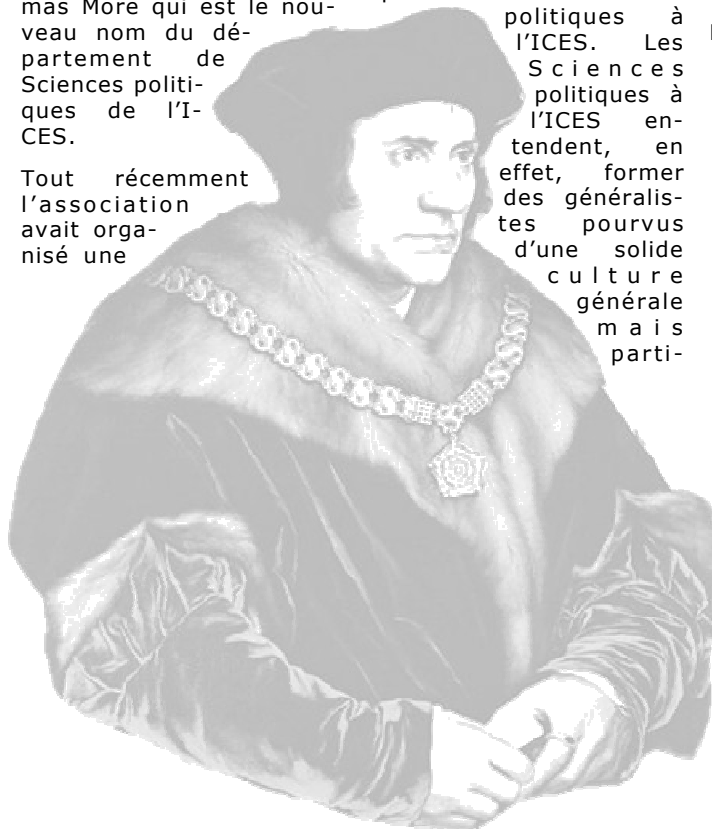
Tout récemment l'association avait organisé une

conférence sur un thème d'une brûlante actualité, la crise économique. Le conférencier était le Professeur Jean-Yves Naudet, professeur à l'université d'Aix-Marseille III, chargé de cours à l'ICES et Président des Économistes Catholiques. L'objectif de l'association est non seulement de présenter le centre Thomas More mais aussi de mieux faire connaître la spécificité des Sciences

politiques à l'ICES. Les Sciences politiques à l'ICES entendent, en effet, former des généralistes pourvus d'une solide culture générale mais parti-

culièrement avertis des enjeux contemporains et internationaux. Les étudiants sont donc appelés à acquérir une solide formation philosophique, à découvrir ou redécouvrir les grands textes, à acquérir une solide expérience internationale et à élaborer un projet professionnel qui soit en cohésion avec leur projet personnel. Le résultat en est leur rapide insertion professionnelle.

Bravo les politistes !



François Boulêtreau,
Directeur général de l'ICES

Élections européennes : vers un nouveau mai 2005 ?



« Ces polémiques, tel l'arbre cachant la forêt, font oublier l'absence d'un véritable débat sur l'avenir de l'Union Européenne. »

À moins d'un mois des élections européennes les Français semblent ne pas se passionner pour une campagne qui, il faut le reconnaître reste discrète. Selon les sondages, le taux de participation pourrait être de 34% le 7 juin. Ce chiffre, s'il se révèle exact, montre à lui seul le désintérêt des Français pour l'Europe et ses parlementaires. Bruxelles serait trop loin, trop distante, les citoyens européens ne verraient pas véritablement le rôle qu'ils doivent y tenir ni quoi penser de cette Europe qui se construit sous leurs yeux.

Comme ailleurs en Europe les partis politiques français ont lancé leurs campagnes, mais des propositions fortes pour les années à venir se font toujours attendre. La couverture médiatique limitée de ces élections peut s'expliquer en partie par la crise financière ou encore la

grippe nord-américaine qui continuent de faire la une des journaux. En revanche, il est plus inquiétant de voir que les grandes péripéties de cette campagne se résument pour l'instant à la question de l'ouverture de la prochaine session parlementaire par Jean-Marie Le Pen qui serait le doyen de la prochaine Assemblée, aux réponses désinvoltes de Rachida Dati aux questions de jeunes militants UMP ou encore à la possibilité pour Dieudonné de mener une liste anti-sionniste. De fait, **ces polémiques, tel l'arbre cachant la forêt, font oublier l'absence d'un véritable débat sur l'avenir de l'Union Européenne.** Absence qui peut s'expliquer par la proximité des deux principaux partis politiques français sur ces mêmes questions. Une proximité telle qu'elle pousse les deux partis européens auxquels ils se rattachent (le PPE et le PSE) à se partager la présidence du Parlement Européen.

Le scrutin du 7 juin, outre la possibilité d'un vote sanction national contre le gouvernement, pourrait être l'occasion pour les eurosceptiques de se faire entendre. Si ceux qui considèrent l'Europe de Bruxelles comme un état de fait ne se déplacent pas tous jusqu'aux urnes, les opposants aux principaux partis européens ne manqueront pas de se mobiliser pour proposer une autre voie, ou du moins rejeter la voie actuelle. Si les élites politiques sont convaincues de l'intérêt des Institutions européennes, un effort pédagogique plus intense devra être concéder pour parvenir à convaincre une frange de la population française, qui, sans être nécessairement hostile à l'idée d'Europe, ne se reconnaît pas dans le projet européen de



ses dirigeants. Ainsi, si la participation à la vie politique européenne est si faible c'est peut-être en raison de l'absence d'un projet fédérateur et clair. Les raisons du malaise européen ne sont pas nouvelles et sont en partie dues aux hommes politiques eux-mêmes, notamment lorsqu'ils donnent l'impression d'aller à Strasbourg à contre-cœur, conscients du poids médiatique qu'ils y perdront.

La défiance des Français face aux Institutions européennes s'est déjà exprimée en 2005 à l'occasion du référendum sur le Traité Constitutionnel. Faute d'avoir pleinement saisi les raisons de cette défiance, les dirigeants français pourraient être à nouveau surpris par les urnes le mois prochain.

Céline Landreau



Le nouveau pêché de l'Eglise

Les propos de Benoît XVI sur le préservatif ont déclenché dernièrement une controverse mondiale. Ses détracteurs se présentaient pourtant comme des apôtres de la tolérance et du respect de la liberté d'expression. À cet égard, leurs réactions ne manquent pas de contradictions. Quelle est donc l'origine de ce paradoxe ? Pourquoi Benoît XVI dérange-t-il autant ?

Une réponse approfondie à cette question nous fait remonter jusqu'à la Renaissance et à l'Humanisme qui marquent les prémices de la modernité et l'émergence d'une vision anthropocentrée du monde, c'est-à-dire tournée vers l'homme. Au XVII^e siècle, Descartes, à la suite des humanistes, rebâtit un savoir fondé à partir des seules connaissances scientifiques. Plus tard, le siècle des Lumières a vu se développer l'émancipation de la volonté de la loi naturelle et des commandements chrétiens. Les auteurs de ces « idées nouvelles » sont les fondateurs de la pensée moderne telle que nous la connaissons. De créature, l'homme est devenu créateur. Il se fixe désormais ses propres normes et recherche « sa » vérité.

Attachons-nous à deux principes du monde moderne. Premier principe : la liberté n'est plus d'obéir à une morale supérieure mais d'avoir la plus grande latitude d'action possible tant que je ne nuis pas moi-même à la liberté d'autrui¹. Second principe : tous les hommes sont égaux, donc toutes les opinions se valent et personne ne peut m'imposer son avis en alléguant qu'il est supérieur : c'est le subjectivisme². En alliant ces deux principes on obtient donc : « je peux émettre n'importe quelle opinion puisque toutes les opinions se valent ».



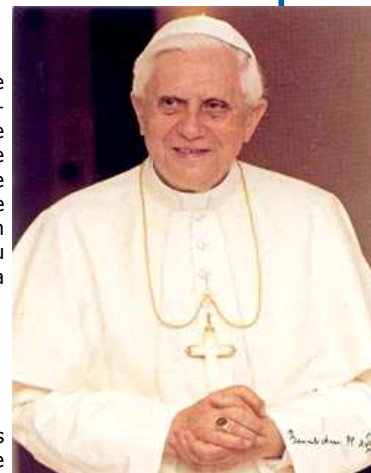
Or, ce principe, comme on l'a vu, n'est pas appliqué par les médias. Quelle en est la cause ?

L'explication naît de la difficulté suivante : comment avoir une opinion sur tout sans s'en remettre à l'avis d'autrui ? Cela est impossible car ce serait alors reconnaître sa supériorité. Mais il m'est impossible de tout penser à la fois. Chacun va donc se rallier à l'opinion la plus couramment véhiculée et s'abandonner à l'appréciation du plus grand nombre en la faisant sienne. Pourtant, comme l'avait remarqué Platon en son temps, la vérité n'est pas nécessairement du côté du plus grand nombre.

Cette solution précaire pose une seconde difficulté : si tout le monde s'en remet à tout le monde, **qui pense pour la majorité ? Deux entités ont cette autorité aujourd'hui. Les scientifiques, qui sont docilement écoutés, et les médias, qui véhiculent ce que pense la soi-disant majorité.** On remarquera d'ailleurs que les médias ont fait appel aux scientifiques pour contredire les propos du pape.

Finalement, on aboutit malgré tout à une nouvelle morale motivée par le principe d'égalité. Cette morale est celle d'une certaine conception des droits de l'homme. Celle-ci est centrée sur le refus « de la différence qui veut faire la différence », aussitôt assimilée à une discrimination. La défense d'une identité culturelle est critiquée au nom de l'anti-racisme, la distinction de nature entre l'homme et la femme est assimilée à de la misogynie, l'affirmation d'une valeur supérieure du mariage entre un homme et une femme relève de l'homophobie... Tout ce qui tend à différencier deux faits, deux personnes ou deux comportements remet en cause l'égalité de façon inacceptable.

Mais cette nouvelle morale s'avance masquée. Elle ne veut pas apparaître comme telle sous peine de remettre en cause le principe d'égalité. En outre, elle fait fi du second principe : la liberté.



En effet, les médias qui imposent le refus de la discrimination comme opinion dominante, prônent un relativisme dogmatique. « Tout se vaut » nous dit-on, excepté ce qui remet en cause l'égalité et le relativisme. Autrement dit, toute opinion qui se prétend supérieure, qui se croit porteuse d'une quelconque vérité, n'est pas tolérée. La dimension liberticide du relativisme apparaît ici clairement. Par voie de conséquence, plus le champ du relativisme s'étend, plus le nombre de domaines frappés par le dogmatisme s'accroît³.

Ainsi, dès lors qu'il invoque une morale qu'il juge plus digne pour l'homme, dès lors qu'il distingue un comportement d'un autre, le pape ne peut qu'être victime d'un lynchage médiatique.

Joseph d'Abbadie d'Arrast

¹ Principe développé par **John Locke** dans *Traité du gouvernement civil*.

² Principe développé entre autre par **Pierre Bayle**.

³ Pour un approfondissement sur les conséquences de l'égalitarisme, se référer à l'ouvrage de **Philippe Bénéton** dans *De l'égalité par défaut*, Paris, Criterion, 1997.

« De créature, l'homme est devenu créateur. Il se fixe désormais ses propres normes et recherche "sa" vérité »



Manifestation contre le pape

Islamic banking



Credit Crisis: an opportunity for Islamic Banking in South East Asia?

The current credit crisis has shown up the many imperfections of the modern banking system. The Western use of the banks to shoulder over-consumption has recently led to a global crisis weakening the

world's market system. **Here is a great opportunity for Islamic Banking to propose a viable alternative to the conventional banking system.**

Some of the biggest mainstream institutions have been involved in risky businesses in recent years, and the current turmoil could be seen as being the result of the bad management of credit by many conventional banks. Several leaders of the G20 have already spoken about changes in the global system which would involve a kind of "moralization" of the markets. Here we are. Islamic Banking has partly escaped the turbulences hitting other institutions thanks to rules that forbid the kind of risks which create the unstable situation that we are experiencing.

Islamic Banking refers to a system of banking or banking activity that is consistent with the principles of Islamic law. The strategy involves a banking system which prohibits the payment and collection of interest, which is seen as a form of gambling. This, of course, avoids many risks taken by conventional banks in

terms of unstable credits. Thus far, Islamic banking has stayed positive and Kuwait's commerce minister, Ahmad Baqer, was recently quoted as saying that the global crisis would prompt more countries to use Islamic principles in running their economies. Nevertheless, Islamic Banking funds from the Middle East are losing money in Europe and the USA.

That is why South East Asian Islamic Banking has an excellent opportunity to demonstrate its uniqueness. Malaysia is nowadays an Asian hub for Islamic banking, and should, in the coming months, take some initiatives to attract new investments, promoting a parallel credit system which avoids a certain number of financial risks.

Malaysia's Prime Minister Datuk Seri Abdullah Ahmad Badawi said in a recent interview that the crisis had led several observers to look at Islamic Banking with envy and respect as it prohibits speculative excesses and high level of debts. The sector was already booming before the global turmoil, but here is an opportunity to strengthen Islamic banking in South East Asia by offering safer investments and limited or shared risks. The challenge is now to clarify the interpretation of Islamic law and to resolve the conflicts over the products which can be allowed by the Islamic banking institutions. The Islamic community has a chance to obtain the trust of investors in South East Asia, but it needs to work in a more unified way, in order to present clearer identity.

However, Islamic Banking institutions are not indestructible. **They have had this ability to remain steady when the others have been crashing because they are not based on speculation, but rather involve the management of concrete assets which are tied to real economic activities.** Nevertheless, the Middle East Islamic banking institutions are losing money. They have invested mainly in

the Real Estate sector, and many loans may be backed by the assets. In the global situation, the property market is going down, and the banks are losing their investments.

Here again, the role of South East Asian Islamic Banking, with Malaysia as its ambassador, should be to attract Middle East investors, with a system which is familiar to them, but in a more steady market. American and European assets have already lost a percentage of their value, but Malaysia and its neighbors have incentives to promote, and an economy to develop. The author of this Daily Digest yesterday talked about the development of cross border investments in order to develop the infrastructures in ASEAN. For sure, Malaysia could attract investors from the Middle East on infrastructure projects. The vibrant South East Asian economy should be attractive for Islamic investors, as the Islamic Banking system involves shared risks. There is an incentive for the institutions to ensure the deal is sure, and the development of infrastructures in ASEAN countries seems to be rewarding, regarding the GDP growth of the region, even in these times of economic turbulence.

The only limit in the region for South East Asian Islamic Banking is the forbidding of investing in some sectors, such as gambling, on the opportunity generated which have major markets in the region. And if the \$1 trillion Islamic Banking industry is experiencing a boom, conventional institutions are more and more interested in creating Islamic branches in order to diversify their activities and offer a new kind of investment. The race has just started, and if, in the current economic situation, Islamic banking is in a good position, it should really focus by the credit crisis to take the lead on the markets. When better times return, the conventional banking institutions will not be far, eyeing up the success of this new kind of financing system.

Brian Porcheret



LA DOCTRINE SOCIALE DE L'ÉGLISE ET LA MORALISATION DU CAPITALISME



L'économie à mauvaise réputation chez les chrétiens. Or elle est importante et peut être le lieu de bonnes choses. Il y a une logique profonde qui fait que nous avons des besoins.

Première partie : Pourquoi l'Église s'intéresse-t-elle à l'économie ?

La moralisation du capitalisme est un sujet au cœur de l'actualité. En effet, la crise que nous subissons actuellement nous rappelle que nous avons besoin d'une économie efficace. Lorsqu'Adam Smith explique qu'il y a dans l'économie une dimension d'intérêt personnel (la poursuite de son bien propre), l'Église répond que cet intérêt personnel n'est pas nécessairement mauvais, mais qu'au contraire, il présente une dimension morale : nourrir sa famille et assurer l'avenir de ses enfants par le travail. De plus, produire n'est-ce pas produire pour les autres ? Ainsi l'échange est une façon de rencontrer l'autre, c'est, au travers de la production de biens utiles, le service des autres. L'Église insiste sur cette dimension de production pour les autres (Cf. dans l'évangile de saint Matthieu : « j'avais faim, et vous m'avez donné à manger... »).

De plus, l'Église est « *experte en humanité* » (Paul VI) : elle comprend parfaitement la nature humaine. Ainsi **on ne peut pas parler d'économie si on ne comprend pas d'abord qui est l'homme**. Alors que le socialisme réduit l'homme à un ensemble de relations sociales et le dépossède de toute notion de « personne », l'Église défend une économie qui repose sur la liberté humaine, la dignité de l'homme, l'existence de corps inter-

médiaires et de groupements religieux... Son rôle se limite donc à l'éducation des hommes dans cette voie.

Deuxième partie : une conception réaliste de l'économie

La moralisation du capitalisme n'est pas nouvelle. « *Dans le domaine économique, comme dans les autres, le droit à la liberté existe de même que le devoir d'en faire un usage responsable* » (Jean-Paul II). Le Pape indique qu'il semble, aujourd'hui, qu'« à l'intérieur de chaque pays, comme dans les rapports internationaux, le marché libre soit l'instrument le plus approprié pour répartir les ressources et répondre efficacement aux besoins ».

Jean-Paul II : « *Si, sous le nom de capitalisme, on désigne un système économique qui reconnaît le rôle fondamental et positif de l'entreprise, du marché, de la propriété privée et de la responsabilité qu'elle implique dans les moyens de production, de la libre créativité humaine dans le secteur économique, la réponse est sûrement positive, même s'il serait peut-être plus approprié de parler d'économie d'entreprise, ou d'économie de marché, ou simplement d'économie libre* ». Ainsi, Le Pape reconnaît la nécessité d'une économie de marché. Mais une économie qui repose sur une éthique forte, une économie moralisée, et, puisque nous sommes dedans, un capitalisme moralisé.

Troisième partie : l'Église défend une économie moralisée, une économie qui repose sur une éthique forte

Cependant, il faut mieux parler de *moralisation des capitalistes* que « moralisation du capitalisme ».

Mais l'Église ne se pose pas en réformatrice d'un système institutionnel mais en enseignante. Seul l'homme a une morale, ainsi la moralisation du capitalisme passe par l'enseignement

à une éthique responsable. Et la crise que nous connaissons actuellement « nous invite tous à nous interroger sur nos modes de vie, sur notre rapport à l'argent, sur nos manières de faire fructifier notre épargne et de recourir au crédit » (Conseil pour les questions familiales et sociales, 8 octobre 2008).

L'économie de marché n'est acceptable qu'à deux conditions :

- un État de droit, c'est-à-dire une situation dans laquelle la souveraineté appartient à la loi et non aux volontés arbitraires des hommes.
- une liberté humaine intégrale, dont l'axe est d'ordre éthique et religieux : cela veut dire qu'une économie de marché sans éthique n'a pas plus de valeur qu'une démocratie sans valeurs fondamentales.

La société matérialiste contemporaine, est une société où l'économie a tout envahi. Ainsi les rythmes de vie sont calqués par les seuls besoins de l'économie.

Mais le système économique n'est pas capable par lui-même de gérer cette éthique qui lui est indispensable et qui ne viendra pas spontanément. Ainsi, le Pape insiste sur « *la nécessité et l'urgence [...] d'un vaste travail éducatif et culturel qui comprenne l'éducation des consommateurs à un usage responsable de leur pouvoir de choisir, la formation d'un sens aigu des responsabilités chez les producteurs et surtout chez les professionnels des moyens de communication sociale, sans compter l'intervention nécessaire des pouvoirs publics* ».

Le monde moderne véhicule une culture de la mort, contre laquelle, la famille véhicule une culture de la vie.

Résumé de la Conférence de M. Jean-Yves Naudet

« Le monde moderne véhicule une culture de la mort, contre laquelle, la famille véhicule une culture de la vie. »



Des jeunes Arméniens en Vendée



Le mois dernier, Politeia a pu rencontrer un groupe d'Arméniens en stage dans des entreprises vendéennes grâce à un partenariat avec le Conseil général de la Vendée. Étudiants en gestion, en commerce et marketing, ces jeunes étudiants maîtrisent chacun quatre à sept langues et font tous preuve d'un grand dynamisme. Ils nous ont fait part de leurs impressions sur leur séjour dans l'Ouest de la France et sur la situation de l'Arménie aujourd'hui.

« ...nous sommes enclavés entre deux géants qui ne nous portent pas dans leurs cœurs. »

En quoi consiste votre stage en Vendée ? Qu'en retirerez-vous ?

Nous effectuons des stages dans diverses entreprises de la Vendée comme Hydro-kit, Guénant automobiles ou encore le Tribunal des Sables d'Olonne. Cela nous permet de découvrir le fonctionnement d'une entreprise tout en mettant en pratique les connaissances que nous avons acquises en Arménie. Travailler dans des entreprises françaises est une belle opportunité pour nous. Nous apprécions particulièrement leur professionnalisme, la maîtrise de leur savoir-faire et leur efficacité.

Beaucoup d'étudiants arméniens partent-ils comme vous faire un stage à l'étranger ?

Comme en France, il existe en Arménie des universités publiques et des écoles privées. Si les deux sont d'un coût élevé, seules les études à l'université peuvent nous dispenser du service militaire. Beaucoup d'entre nous travaillent

donc parallèlement à leurs études afin d'être en mesure de les financer. Les études privées que nous suivons nous permettent en revanche de partir plus facilement à l'étranger.

Parlez nous de l'Arménie. Comment le pays a-t-il évolué depuis la chute de l'URSS ?

L'Arménie est un petit État enclavé dans les hauteurs du Caucase, entre la mer Noire et la mer Caspienne. Elle se situe donc à cheval entre l'Europe et l'Asie. Notre pays est constitué de plateaux et de chaînes montagneuses très élevées. Près de 90 % du territoire se situe à plus de mille mètres d'altitude. Forte d'un riche patrimoine culturel, elle est une des plus anciennes civilisations au monde. Bien que l'Arménie soit un pays séculier, la religion chrétienne exerce une influence importante dans la vie sociale. L'Arménie est la première nation à avoir adopté le christianisme comme religion officielle (en 301). La capitale, Erevan, concentre à elle seule la moitié des trois millions d'Arméniens.

Depuis la désagrégation du bloc soviétique notre pays poursuit une dynamique d'occidentalisation. La jeune constitution amendée en 2005 s'ancre progressivement dans les mentalités même si nous déplorons toujours une forte corruption.

Comment se porte l'économie arménienne en ces temps de crise économique ?

L'Arménie a mis du temps à s'adapter à l'économie de marché mais depuis 2006 nous connaissons enfin une croissance à deux chiffres (13,8 % en 2008). Nous sommes certes fortement touchés par la crise - le chômage notamment explose ces derniers mois - mais notre économie étant peu financiarisée, les dégâts restent plus limités qu'ailleurs.



Comment évolue l'Arménie sur la scène internationale ?

De par sa situation géographique notre pays est dans une situation difficile : nous sommes enclavés entre deux géants qui ne nous portent pas dans leurs cœurs. **À l'ouest la Turquie refuse toujours de reconnaître le génocide qu'elle a perpétré en 1915 :** la frontière est fermée et aucune relation diplomatique n'existe entre nos deux pays. À l'est, l'Azerbaïdjan ne reconnaît toujours pas le plateau du Haut-Karabagh comme terre arménienne. Nous jouissons heureusement du soutien des Russes avec qui nous sommes toujours très proches et de l'Iran qui, depuis quelques années, apparaît comme un nouvel allié. Enfin, il ne faut pas oublier le très grand rôle joué par notre diaspora (12 millions de personnes) qui pèse de tout son poids sur la scène internationale, en particulier aux États-Unis.

Que retiendrez-vous de votre séjour en Vendée ?

Le caractère authentique et chaleureux de cette terre où il fait bon vivre ainsi que la convivialité de ses habitants qui nous ont si aimablement accueillis.

Propos recueillis par Joseph d'Abbadie d'Arrast



Biofuels issues



the United States achieved dominion over the skies and with its satellites. But within its own frontiers it reminds us of the Roman Empire. **The car civilization is nowhere more relevant than in America.** For decades now almost the entire transportation policy has been based

a national and strategic issue. Moreover the economic development of countries such as **China or India, whose energy and fossil fuel needs are increasing month by month**, caused the price of a barrel of oil to reach almost unheard of levels during summer 2008. At that time a barrel cost almost \$150 and a gallon of gasoline was close to \$5. During the Iowan caucus in January 2008, the first of the nation and a decisive one, democrat candidate Barack Obama totally supported bioethanol made from corn, while republican candidate John McCain did not. The results of the votes in this rural and agricultural state were clear: Obama won with a comfortable majority. Considering these results and after the 2005 US Energy Policy Act, the object of which was to increase the use of biofuel by 7.5 billion gallons of renewable fuels by 2012, a major advertising campaign was launched about the viability of biofuels. **This time was the perfect moment for the development of an alternative source of energy.** Bioethanol appears to be the solution to the issues of foreign oil dependency and high cost. Those who ignored even the name of bioethanol a few months before, were now targeted by lobbyists to consider it as the best solution to all these strategic issues. Their convincing arguments were agreeable and increased enthusiasm amongst politicians, corn farmers, truck and road drivers, and entrepreneurs. Everything happened very quickly, and this so called solution maybe did not receive the attention it needed.

If we take the time to think about it, **there are some problems with biofuels which need to be considered.** According to many studies com-



ing from American universities or worldwide biofuel institutions, if the entire US corn crop were used to produce ethanol, it would make a net contribution of only 1,4 percent of the annual US petroleum based energy consumption. So it seems important to know why this solution was chosen instead of another, and whose interests were served with such a choice. Moreover are there any dangers in developing such a policy, and is it viable for the people, for Iowa, for the nation and for the world ?

Maxime Bregeon



upon cars. Planes are now an alternative for long distance travelling, but the car remains king in respect of short distances and daily transport. Such a choice needs fuel in order to move millions of cars. **For decades USA was provided with cheap oil from Saudi Arabia, according to the 1945 accord signed by president Franklin Delano Roosevelt and king Ibn Saud of Saudi Arabia.**

But in recent years oil has become more and more expensive, and dependency upon it has become





Association des Politistes de l'ICES

Politeia

17, boulevard des Belges
85 000 LA ROCHE-SUR-YON

@ : ices.politeia@gmail.com

Directeur de publication

Paul de Martrin Donos 06 60 41 84 94

Co-directrice de publication

Azilis Le Hors

Rédacteur en chef

François Reynes

PROCHAINEMENT

Retrouvez à partir de l'année
prochaine des

CAFÉS ' PO

pour débattre ensemble des
sujets d'actualité!

MERCI

à M. Jean-Yves Naudet
pour la Conférence sur

La doctrine sociale
de l'Église et
la moralisation
du capitalisme

REVUE DE PRESSE

Toutes les semaines
le résumé des nouvelles de la
semaine sur les ordinateurs de
l'ICES

(dès l'ouverture de la page Internet)

INTERNET

Nous avons également
le plaisir de vous informer que nous
travaillons actuellement à la

CRÉATION D'UN SITE INTERNET

consacré à Politeia et à l'actualité de
la filière Sciences politiques.

Disponible prochainement

Ont participé à ce numéro:

M. François
Boulétreau

Céline Landreau

Joseph d'Abbadie
d'Arrast

Brian Porcheret

M. Jean-Yves
Naudet

Stéphane de
Maupeou

Paul de Martrin –
Donos

Azilis Le Hors